

Jean-Marie Vincent est en France l'un des militants-chercheurs qui a le plus théorisé la notion de mouvement social pour analyser les forces et les faiblesses des grèves et des manifestations de novembre 1995 et de mai 2003. Il est utile de réintroduire ses idées dans les débats en cours

Jean-Marie Vincent : à propos du mouvement social

I. À PROPOS DE 1995

(Extraits de : Michel Vakaloulis, Jean-Marie Vincent, Pierre Zarka, *Vers un nouvel anticapitalisme. Pour une politique de l'émancipation*, Éditions du Félin, 2003)

CONSTRUIRE DES ESPACES PUBLICS AUTONOMES

Face à l'espace public institutionnalisé (structures de pouvoir et médias), il n'est possible de penser et d'agir collectivement qu'à condition de construire des espaces publics autonomes, des exploités et des opprimés, pour transformer des expériences isolées en lien commun, pour élaborer de nouveaux instruments d'interprétation du monde et de la société. Au fur et à mesure de leur développement, ces espaces publics doivent permettre une critique de plus en plus acérée de la subordination des rapports sociaux aux mécanismes abstraits du capital et ôter à la société actuelle son masque de « normalité » et de liberté. Il s'agit pour chacun et pour tous de découvrir que les choses peuvent aller autrement et que le regard qu'on jette sur soi-même et sur les autres en changeant, faisait alors apparaître de nouvelles possibilités

de relations sociales et de rapport à soi. Les espaces publics ainsi compris sont des lieux d'apprentissage de la parole, de dialogue multiple pour refouler les séparations imposées par les formes de vie et de travail propres au système capitaliste, pour récuser aussi la politique abstraite, celle du marché politique et son marketing qui occulte les inégalités d'accès à la participation politique. Les espaces publics qui naissent forcément à partir de problèmes et de situations spécifiques, surtout s'ils veulent tenir compte des expériences et des aspirations concrètes des individus dans leur diversité peuvent et doivent se compénétrer pour que se forme un esprit collectif, véritable synthèse, porteuse potentiellement de nouveaux rapports sociaux globaux. (p. 21-22)

Il est vrai que la formation d'espaces de discussions autonomes peut rencontrer de fortes résistances et se heurter à beaucoup d'obstacles. Les séparations entre couches sociales exploitées et opprimées ne renvoient pas seulement à des préjugés et à des visions déformées ou biaisées de la réalité sociale, elles renvoient aussi à des intérêts et à des situations différentes, voire opposées dans certaines circonstances. La simple mise en

contact de milieux divers ne transcende pas mécaniquement les divisions et peut même donner lieu à des affrontements.

Pour qu'il y ait dépassements du donné immédiat, il faut que s'amorce une mécanique réelle à partir de grèves, de mouvements sociaux, qui contiennent en eux-mêmes des moments d'interruption de la norme lorsqu'un mouvement de grève cesse ou qu'un mouvement social s'arrête, les vieilles pesanteurs semblent reprendre le dessus. Mais des expériences nouvelles ont été faites qui font voir sous un nouveau jour les expériences (muettes) du passé et les font parler sur l'oppression et l'exploitation subies. Qui plus est, les espaces de discussion autonomes peuvent se poursuivre sur d'autres aspects et acquérir une forme de permanence.

Il est donc permis de penser que si de tels espaces de discussions autonomes se multiplient et se fédèrent en se donnant de nouveaux moyens, les processus cumulatifs peuvent s'enclencher. En cas de reprise ou de généralisation des luttes, les espaces de discussion déjà existants peuvent en effet fournir la possibilité d'approfondir et d'élargir l'opposition à l'espace public dominant (depuis l'entreprise jusqu'aux mises en scène médiatiques et étatiques). En s'unissant, en synthétisant leurs efforts les espaces de discussions autonomes font naître de la vie collective, transforment l'horizon des individus. Les salariés peuvent se saisir non plus comme des prestataires de force de travail mais comme porteurs de capacités d'agir diversifiées. (p. 60-61)

DEFINIR LE MOUVEMENT SOCIAL

L'émergence de formes relativement novatrices de lutte est décrite par de

nombreux acteurs et commentateurs sous l'appellation de « mouvement social ». L'usage de ce terme est souvent dépourvu d'épaisseur analytique et de contenu politique précis. Un usage commode, sinon instrumental, qui dispense de la nécessité de cerner les logiques d'apparition et de développement de la conflictualité sociale. Le terme connaît un indéniable succès proportionnellement inverse au déclin du « mouvement ouvrier » dont l'évocation tombe de plus en plus dans la désuétude. On parle volontiers de « mouvements sociaux » mais point de mouvement ouvrier.

Or, le consensus terminologique n'est qu'apparent. Derrière la substitution de vocable, il subsiste des divergences de conceptualisation et de projection politique. Pour ceux qui pensent que le mouvement ouvrier appartient au passé, la référence aux mouvements sociaux, ne serait-ce que sélective, permet de préserver l'idée de conflit social indexée désormais sur la gestion des besoins et les orientations culturelles de la société. En revanche, pour ceux qui continuent à concevoir les oppositions de classe comme le pivot de la conflictualité sociale, se référer au mouvement social a l'avantage de conférer une grille de lecture renouvelée pour étudier les conflits de travail, au-delà du « déclin », institutionnel et organisationnel, du mouvement ouvrier « traditionnel ». (...) Parler de mouvement social en tant que concept analytiquement utile, c'est prendre le pari de dégager, par-delà les turbulences des mobilisations ponctuelles et les fréquentes proximités militantes, une série de traits communs qui témoignent d'un travail d'unification politico-symbolique des luttes sociales. C'est attester que les groupes mobilisés accomplissent tendanciellement un tel travail, quoique de ma-

nière faiblement élaborée et revendiquée, en partant de leurs propres spécificités comme un préalable à la mise en commun.

Qu'entend-on donc par mouvement social? Dans *Le Mouvement social en France. Essai de sociologie politique* (Pans, La Dispute, 1998), Sophie Béroud, René Mouriaux et Michel Vakaloulis proposent la définition suivante: le mouvement social est une dynamique propre d'un groupe social porteur de revendications importantes, durables et conflictuelles. Ces trois caractéristiques présupposent l'existence d'une adversité extérieure à l'espace social des acteurs en lutte mais partie prenante des conditions et du déroulement du conflit. Elles impliquent en outre des rapports de solidarité entre les acteurs mobilisés. Cette conception du mouvement social se distingue de deux phénomènes qui peuvent véhiculer une charge contestataire. D'une part, des mouvements d'opinion, telle l'indignation collective contre les « bateaux-poubelles » provoquée après le naufrage de l'Erika sur les côtes bretonnes. D'autre part, des protestations réactives, de nature politique ou sociale, telles les manifestations anti-Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002

LA DYNAMIQUE NOUVELLE DES LUTTES SOCIALES

La fragmentation des conflits (provoquée par les nouveaux modes d'exploitation) présuppose la reproduction élargie des contradictions au-delà de la sphère du travail. Elle donne également à voir ce qui pourrait être interprété comme une désaffiliation sociale, mais qui ne l'est pas: le fait que les acteurs des différentes mobilisations gagnent en autonomie, en capacité d'agir sur eux-mêmes et

sur leur environnement sans recourir aux figures tutélaires d'antan ni subir, tant soit peu, les indexations hiérarchiques des appareils. Paradoxalement, cela conduit à redécouvrir la légitimité de l'action militante, à retrouver la confiance dans la justesse des combats engagés, à repenser l'efficacité de l'intervention politique non plus en termes de concentration de pouvoir autour d'un noyau dirigeant resserré mais en termes d'ouverture à la diversité de la société.

La dialectique des mobilisations collectives ne découle pas mécaniquement de la structure sociale du capitalisme : elle relève du domaine de l'événement, de l'aléatoire, de l'initiative des acteurs en lutte confrontés à de multiples contraintes. Aucun dispositif organisateur des luttes sociales « d'en haut » ne peut téléguider l'action collective sans faire violence à l'autonomie des mobilisations et des revendications, d'où l'erreur des critiques adressées aux mouvements sociaux d'être « immatures » puisque dépourvus de débouchés politiques clairement identifiables. Les limitations politiques des luttes sociales sont indéniables mais il serait illusoire de croire que l'éclatement du paysage protestataire est dû à l'absence d'un parti stratège ou d'un état-major politique susceptible de conférer aux multiples parcelles un cadre politique global cohérent. Le traitement des problèmes de coordination qui caractérise aujourd'hui le mouvement social requiert autre chose que leur totalisation par les politiques partisans.

Ce point mérite qu'on s'y attarde. Il convient d'évaluer l'apport politique des mouvements sociaux sans refouler leurs carences. On remarque en premier lieu qu'ils ne se contentent pas de constituer en front unique des mécontentements collectifs, mais s'ef-

forcent de soulever et de politiser une série de problèmes cruciaux : l'emploi, la sécurité sociale, la santé, la retraite, la dignité ouvrière, le service public, les droits sociaux, les libertés individuelles, des questions de fond sont ainsi soulevées ayant trait à l'organisation de la société et induisant des stratégies de confrontation dans la mesure où elle renvoie directement à des choix politiques et à des décisions gouvernementales ou patronales.

En deuxième lieu les mouvements sociaux se conçoivent de moins en moins comme une forme de pression exercée sur un champ de pouvoir et destinée à peser sur le rapport de force et de plus en plus comme des mouvements d'expression, de prospection, de recherche de soi. Les liens traditionnels de subordination et la division des tâches qui en découle entre les instances politiques et les mobilisations collectives deviennent intenables. Le désenchantement à l'égard des formes les plus routinières de la politique institutionnelle, la méfiance vis-à-vis de l'action partisane et de la délégation, la crainte de récupération d'élus par les appareils sont autant de symptômes de la déconnexion qui se dessine entre « entrepreneurs politiques » et mouvements sociaux. Les « acteurs du social » refusent d'être instrumentalisés, infériorisés, ils revendiquent leur égale dignité avec le politique. (p. 106-108)

LES LIMITES POLITIQUES DES « INTERRUPTIONS DE NORMALITE » RECENTES : L'EXEMPLE DE 1995

La reproduction sociale, de ce point de vue, ne peut jamais être une reproduction simple ou à l'identique, mais toujours une reproduction élargie ou rétrécie dans une ambiance de chan-

gement social permanent. Elle est au fond unité en mouvement de structurations et déstructurations des rapports sociaux. A des périodes de stabilité relative peuvent succéder des périodes très instables, marquées par des catastrophes.

On ne doit toutefois pas en conclure que, sous ses formes catastrophiques, la reproduction irait d'elle-même vers le renversement du capitalisme par une sorte d'accumulation des problèmes rencontrés. Que le capitalisme marche mal ne veut pas dire qu'il devient impossible. Il trouve même dans les crises qu'il traverse les moyens de repartir, au besoin sur des béquilles et en semant des désastres. Pour que le capitalisme soit renversé, ou plus précisément dépassé, il faut qu'il y ait interruption de la reproduction sociale, c'est-à-dire ébranlement des rapports sociaux à tous les niveaux. Le capitalisme en tant que processus continu d'expropriation doit être battu en brèche pour que les hommes puissent s'approprier leur propre vie, leurs propres relations sociales.

Une telle interruption de reproduction ne tombe, bien sûr, pas du ciel, elle doit venir des processus sociaux eux-mêmes et donc des pratiques des hommes dans les rapports sociaux. Mais la transformation des pratiques ne peut jaillir d'une simple prise de conscience. Pour changer les pratiques, il faut, en effet, modifier des dispositifs cognitifs pour produire de nouvelles connaissances, desserrer l'emprise de la concurrence et des contraintes bureaucratiques pour libérer l'action et les interactions. Dans de tels processus, les hommes doivent se transformer en secouant une partie du joug qui pèse sur leur psychisme. (Suivent deux pages sur 1968).

Les choses sont un peu différentes (par rapport à 1968) pour la seconde

grande interruption de normalité, la grève des services publics en novembre-décembre 1995. L'emprise des organisations de gauche est beaucoup moins forte qu'au début des années 1970 au moment de la signature du Programme commun, tant en raison des dégâts du mitterrandisme qu'en raison de l'effondrement des pays de l'Est. Les grévistes ne suivent plus les organisations politiques, ils se servent seulement des organisations syndicales pour leurs propres objectifs et recourent le plus souvent possible à des assemblées générales pour gérer leurs luttes. Leurs objectifs en apparence limités (la défense de régimes spéciaux de retraite) vont en fait beaucoup plus loin puisqu'ils remettent en question les atteintes à la protection sociale en général et les politiques de privatisation, élément essentiel des stratégies du capital pour s'approprier de nouvelles sources de profit et diminuer la part des activités publiques en matière économique.

Grâce aux grévistes, ce qui était présenté au départ comme un problème technique par le gouvernement d'Alain Juppé a été mis en lumière comme un affrontement politique et social majeur. C'est ce qu'ont compris les travailleurs non-grévistes en apportant un soutien massif au mouvement (voir les manifestations dans toute la France) et en se posant le problème des suites à donner au mouvement.

Mais, comme en mai-juin 1968, l'élaboration politique collective n'a pas été à la hauteur de ce qui était nécessaire en matière d'analyse et de stratégie. La méfiance à l'égard des organisations politiques ne pouvait en effet accoucher par elle-même de nouvelles théories et pratiques politiques. Tout au long du conflit les grévistes ont très bien su contrer les médias, en

particulier en combattant avec efficacité les accusations de corporatisme lancées contre eux. Ils ont ainsi fait la démonstration qu'ils possédaient de grandes capacités et potentialités politiques, mais qu'ils ne détenaient pas les instruments indispensables pour actualiser ces potentialités. Encore une fois, on remarque combien l'absence d'une culture politique du combat anticapitaliste se fait sentir dans ce mouvement exemplaire. Il faut, bien sûr, en conclure que la mise au point d'une telle culture est une tâche urgente et que l'on doit dès maintenant s'y atteler. (p. 166-167)

POUR UNE CULTURE POLITIQUE DE LA RUPTURE

La culture politique qu'il faut promouvoir n'a rien à faire avec une culture de la protestation qui serait un retrait de la politique, elle a tout à voir avec une culture de la rupture des équilibres économiques, sociaux et politiques du monde actuel. Elle ne proclame pas une rupture abstraite avec le capitalisme, elle cherche à utiliser tous les ratés et difficultés de la reproduction sociale pour mettre à nu la réalité des rapports d'oppression et d'exploitation. Dans ce but, elle doit montrer qu'au-delà de la dénonciation des méfaits et des turpitudes du capital, il faut dévoiler, derrière la surface lisse du monde marchand, technologique et médiatique, les processus d'écrasement et d'expropriation à l'œuvre sans discontinuer. La culture de la rupture doit donc dire et dépeindre autrement événements et situations en renversant les perspectives. Elle doit dire et expliciter les incroyables gaspillages du capitalisme, gaspillages de ressources naturelles, de matériaux et d'instruments de travail, d'intelligences et d'énergies humaines, dans le déni du droit à l'exis-

tence de millions d'hommes.

Ses laudateurs prétendent que le capitalisme est efficace, qu'il marche. Ils oublient tout simplement de dire que cette efficacité, toute relative d'ailleurs, ne peut s'affirmer que sur la toile de fond d'innombrables souffrances et de la mise en péril de l'humanité tout entière. Pour convaincre que le capitalisme, effectivement, ça ne marche pas, la culture de la rupture se doit toutefois d'élargir le champ des pratiques politiques. Elle doit contester la pertinence des critères de gestion de l'économie et des entreprises en montrant qu'il peut y avoir d'autres critères de régulation des flux de production des biens et services, d'autres critères pour investir le travail humain, d'autres critères de rationalité (prenant notamment en compte les effets sociaux et les effets sur la nature de la production).

Disputer le terrain de l'efficacité à un capitalisme qui accumule les dégâts devient une question clé. Pour beaucoup de dominés, « l'après-chute du mur », le bilan du mitterrandisme conduit à penser que le souhaitable n'est ni possible ni faisable. Or, nous l'avons déjà évoqué : aujourd'hui, le développement de la société, la production des biens matériels et culturels reposent de plus en plus sur l'investissement de la subjectivité de chacun, sur le développement psychique même, et tendent au dépassement de la frontière travail-hors travail pour aller vers une unité nouvelle des activités humaines. Tout ce qui améliore les conditions de vie et les capacités d'agir des femmes et des hommes ne doit plus être considéré comme des coûts, mais comme des investissements dans la longue durée et des leviers d'efficacité. En réclamant son dû, le monde du travail se fait porteur d'un certain type de développement et, par là de l'inté-

rêt général. Celui-ci conduit à une définition nouvelle de la richesse, qui ne repose plus sur un échange marchand mais sur le développement de chacun : chaque activité, chaque échange avec l'autre est auto-transformation, ce qui en même temps change notre environnement. Ainsi invoqué, l'objectif d'une autre société n'est pas du ressort de la seule générosité, et encore moins d'un vœu pieux, mais de la possibilité de faire franchir à la civilisation un stade nouveau. De plus, cette façon de poser le problème permet aux exploités d'assumer leur capacité à dépasser leurs propres intérêts personnels pour prendre en charge le développement de la société autrement que ne le font les « experts ». Une telle efficacité donne des assises solides à un exercice collectif du pouvoir et de la démocratie.

L'élargissement des pratiques politiques ne peut naturellement s'arrêter au rapport social de production, il doit aussi concerner l'existence des opprimés et des exploités dans des différentes modalités hors la production. La violence des relations au quotidien en tant que reflet de la violence de la société doit être combattue, comme obstacle à la lutte pour faire naître des liens de solidarité et neutraliser les conflits de pouvoir qui divisent hommes et femmes et établissent des rapports hiérarchiques à l'intérieur des couches populaires. Ces luttes sont indispensables pour mieux intervenir sur l'utilisation de l'espace (habitat, transports, pollution, propriété foncière) et sur la captation de la temporalité par les dispositifs du capital (le temps de vivre contre le temps du non-vivre). À travers de telles luttes, le rapport au monde, aux objets sociaux et techniques (les automobiles par exemple) et à leurs usages devrait considérablement changer. Ces objets pourraient cesser

d'être des signes ou des symboles de réussite, de distinction, de statut, d'instruments utilisables contre les autres, pour devenir des moyens d'amélioration et d'approfondissement de la vie. Les pratiques politiques en rupture avec les pratiques traditionnelles permettent en fait de combattre les mutilations attachées étroitement au fétichisme de la marchandise. Elles doivent donner des chances à la pulsion de vie.

Concevoir la politique dans cet esprit ne signifie en aucun cas se désintéresser de la politique qui se fait sous les contraintes du capital. Tout au contraire, les politiques renouvelées par la culture de la rupture doivent faire irruption sur la scène de la politique du spectacle pour la subvertir. La culture de la rupture n'appelle pas à l'abstention, elle cherche à introduire des éléments de crise dans des politiques routinières, en trompe-l'œil. Elle appelle même à participer aux institutions pour en retourner le fonctionnement après avoir paralysé leurs pratiques habituelles. Une telle culture permet au mouvement de masse d'envisager une participation au gouvernement et à l'exercice du pouvoir si elle ouvre de nouvelles possibilités de mobilisation et de mise en question des pouvoirs du capital.

II. À PROPOS DE 2003

Regard sur le mouvement social de 2003 : le besoin de luttes globales et totalisantes dans leurs visées (Jean-Marie Vincent, « Guerre sociale, mouvement social, mouvement sociétal », *Variations*, n° 5, 2005)

Il peut être intéressant de réexaminer le mouvement social de mai-juin 2003 en ayant à l'esprit ces déve-

loppements. Les thèses gouvernementales sur les retraites n'ont guère eu de prise sur l'opinion populaire et ont été vivement rejetées par les grévistes au cours de cette période. L'argument démographique employé par les « experts » gouvernementaux a été réfuté par les économistes du mouvement, qui ont montré qu'une augmentation mesurée des cotisations sociales suffirait à régler le problème. En même temps, ils ont pointé du doigt un phénomène majeur des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix : le fort recul de la part des revenus salariaux dans la valeur ajoutée. L'allongement de la durée des cotisations pour la retraite a pu ainsi être replacé dans son véritable contexte, celui des offensives du capital pour accroître sa profitabilité au détriment de couches populaires de plus en plus précarisées. On peut dire de même que la majorité des enseignants en grève n'a pas accepté de réduire les difficultés de l'école à des questions d'autorité et de maintien de l'ordre. Les enseignants ont incriminé la décentralisation voulue par Raffarin et ont accusé la dispersion consécutive des équipes pédagogiques, la baisse des crédits affectés au primaire et au secondaire.

Pour autant, un certain nombre de faiblesses ont marqué ce grand mouvement. D'abord on a pu constater que beaucoup des participants ne reliaient pas les problèmes des retraites et de l'école à la stratégie de « refondation sociale » du Medef et de l'UMP ainsi qu'au remodelage politique mis en œuvre depuis les élections présidentielles du 21 avril 2002 (politique sécuritaire, droit d'exception, atteintes à la démocratie par de nouvelles lois électorales). Cela renvoyait aussi au retard pris dans l'analyse de la dynamique du capitalisme actuel

dans ses dimensions mondiales et nationales, dynamique de la privatisation à outrance, du démantèlement de la protection sociale dans la perspective d'imposer un rapport social de production flexible.

Si l'on se tourne vers la forme la plus avancée de la lutte enseignante, celle des jeunes enseignants du secondaire, on s'aperçoit qu'elle a produit des critiques très acérées de la misère scolaire, misère de beaucoup d'élèves placés dans des situations d'impasse sociale et de ghetto culturel, désarroi d'enseignants sommés de résoudre des problèmes qui ont leur origine hors de l'école. Mais ces analyses percutantes n'ont pas emporté la conviction de tous les enseignants (beaucoup en sont restés à des revendications matérielles) et d'une bonne partie de parents d'élèves, parce qu'elles n'ont pu être reliées à une lutte plus générale contre la flexibilisation des rapports sociaux, à leur soumission renforcée aux mouvements désordonnés du capital. Cela pose, bien sûr, la question tout à fait essentielle des objectifs qui ont été dominants dans le mouvement pris dans son ensemble. La CGT a réclamé le retrait du projet Fillon sur les retraites, en montrant tous ses aspects rétrogrades et trompeurs, mais sa revendication principale était la réouverture des négociations, ce qui était oublier que l'affaire des retraites n'était qu'un aspect particulier d'une attaque généra-

lisée contre la protection sociale. Le gouvernement n'avait absolument pas l'intention de négocier un plan plus équilibré, afin de ne pas mettre en danger toute sa politique de remodelage de la protection sociale. À ce niveau, on touche du doigt l'irréalisme du syndicalisme de proposition dont parle souvent la CGT. Le dialogue social brandi par le gouvernement et le Medef n'a d'autre objectif que de faire pression sur les syndicats, en jouant de leurs divisions, pour leur faire accepter des mesures de régression sociale de grande ampleur.

Le gouvernement n'aurait retiré son projet que s'il y avait été contraint par une extension rapide du mouvement au-delà du secteur public conduisant à une très grave crise politique et sociale. C'est pourquoi FO et la LCR ont appelé à la grève générale à plusieurs reprises. Cependant, on est forcé de constater que ces deux organisations n'ont pas indiqué comment il était possible de généraliser les luttes, et comment il était possible de lever les obstacles à la mobilisation du secteur privé, particulièrement malmené par les licenciements, le chômage et la précarité, mais aussi par les horaires flexibles, par les contraintes intérieures à la performance, au flux tendu.

Le rapport social de production flexible pénètre tous les pores de la société et entretient une déstabilisa-

tion permanente de la vie sociale et du rapport individuel à la vie. Beaucoup croient pouvoir trouver un refuge pour échapper à la tourmente de la flexibilisation, mais, la plupart du temps, les salariés se font rattraper par des bouleversements inattendus. En réalité, il faut arriver à montrer que l'accidentel, le fortuit, le contingent qui frappent durement les individus à tel ou tel moment, sont le fruit de cette abstraction en mouvement qu'est le capital. Cela veut dire que, si les luttes ont forcément des points de départ limités, elles ne peuvent en rester là et doivent sans cesse élargir leur horizon contre la totalisation barbare du capital et sa façon d'absorber le matériel humain. Elles doivent toujours être globales et totalisantes dans leurs visées sans se laisser enfermer dans les cadres cloisonnés du capital qui dé-totalisent les exploités et les opprimés, en les empêchant de saisir la société où ils vivent. Elles doivent en conséquence aller au-delà de la lutte de classe administrée et routinière qui a largement caractérisé les conflits sociaux après la Seconde Guerre mondiale. L'encadrement institutionnel de ceux-ci tendait, en effet, à les cantonner dans le domaine économique (revendications à propos de la rémunération et de l'organisation du travail) en les fermant aux mouvements sociaux tels que le mouvement des femmes, le mouvement étudiant, les mouvements écologistes.